

Les artothèques en France

1. Historique et origines :

Les artothèques françaises s'inscrivent dans le prolongement d'un mouvement venu des pays nordiques et plus particulièrement d'Allemagne : en 1906, un artiste berlinois, Arthur Segal, lance le principe de la location des œuvres d'art afin de relancer le marché de l'art contemporain, avec l'idée sous-jacente qu'un emprunteur d'œuvres d'art est destiné à en devenir acquéreur.

L'idée inspire les Maisons de la Culture d'André Malraux à la fin des années 60 et les premières artothèques créées en France voient le jour respectivement au Havre en 1961 et à Grenoble en 1968. Néanmoins le mouvement de création ne se diffuse réellement qu'au début des années 80, lorsque le Ministère de la Culture, par l'intermédiaire de la Délégation aux Arts Plastiques, propose une subvention de 200.000 francs aux collectivités qui souhaitent ouvrir une artothèque, soit dans une structure culturelle déjà existante (bibliothèque ou autres), soit dans une structure indépendante. À l'initiative de Jack Lang, ces mesures s'inscrivent alors dans une politique de renouveau des structures soutenant la création artistique : création du CNAP (Centre National des Arts Plastiques), du FIACRE (Fonds d'Incitation à la Création) et des FRAC (Fonds Régionaux d'Art Contemporain), avec la volonté de couvrir tout le territoire français.

2. Missions et principes :

Les missions assignées aux artothèques sont alors triples : il s'agit de diffuser l'art contemporain auprès du public, d'aider la création par les acquisitions nécessaires à la constitution d'un fonds et d'exercer un rôle d'animation autour de l'art contemporain. Ces missions supposent que le fonds constitué pour l'artothèque s'appuie sur les grands mouvements d'art contemporain, et plus particulièrement sur les supports du multiple, c'est à dire d'originaux tirés en plusieurs exemplaires (estampes et photographies principalement).

Le principe de l'artothèque a ceci de particulier qu'il repose sur une structure originale, à mi-chemin entre le musée et la bibliothèque. Au même titre qu'un musée ou un centre d'art, l'artothèque réunit des œuvres afin de constituer un fonds artistique de qualité. Celui-ci cependant n'a pas le statut de collection au sens où il n'est pas destiné à être exposé intégralement aux regards de tous, puisque chacun est justement incité à disperser les œuvres du fonds par le biais de l'emprunt, selon des modalités semblables à celles qui régissent le prêt de livres en bibliothèque : le cas le plus fréquent est l'intégration dans la carte de prêt d'un abonnement à l'artothèque, avec la possibilité d'emprunter 2 ou 3 œuvres pour une période de 3 mois en moyenne. Il est donc également évident que l'artothèque n'a aucune mission de conservation patrimoniale, puisque la circulation des œuvres entraîne nécessairement une certaine usure.

3. État des lieux en France :

On compte actuellement une cinquantaine d'artothèques, très inégalement réparties sur le territoire français, puisque la Région Rhône-Alpes en regroupe une dizaine alors que Paris n'en possède aucune par exemple, la région Nord-Pas-De-Calais presque aucune. La subvention du Ministère, bien que liée à la création des FRAC, n'avait aucun caractère obligatoire et a été interrompue avant une couverture de tout le territoire.

De plus la structure même des artothèques reste particulièrement hétérogène, dans la mesure où elles peuvent être de statut privé ou associatif, implantées en musée, en centre d'art ou centre culturel, intégrées à une médiathèque – ce qui représente la situation la plus fréquente. Ainsi compte-t-on en région Rhône-Alpes 5 artothèques en médiathèque (6 jusqu'en 1995), 2 en musée municipal, 2 en centre culturel/d'arts plastiques municipal, 2 en association d'artistes (2 artothèques privées ont fermé en 2009 : une dans une galerie, ainsi qu'une en centre médico-social). D'autres artothèques associatives sont projetées.

4. Enjeux et problématiques :

La diversité des statuts des artothèques, ainsi que l'absence d'une réelle définition du métier d'artothécaire ne facilitent pas leur visibilité. La profession tâche néanmoins de s'organiser, par l'intermédiaire d'une association créée en 1999, l'ADRA, Association pour le Développement et la Recherche sur les Artothèques, laquelle étudie toutes les questions relatives à l'art en artothèque, et aussi organise des formations, propose une aide à la création d'artothèque. En effet, le métier d'artothécaire demande des compétences très spécifiques, distinctes de celles des bibliothécaires, même s'il reste majoritairement assuré par ceux-ci. Une solide connaissance de l'histoire de l'art contemporain, de ses réseaux et du marché est indispensable.

Cette visibilité est néanmoins essentielle au regard des missions originelles des artothèques, lesquelles doivent favoriser la démocratisation culturelle et la diffusion de l'art contemporain. Il est aujourd'hui difficile d'évaluer la réussite ou non des artothèques de ce point de vue, dans la mesure où aucune enquête sociologique de grande ampleur sur les usagers n'a été menée depuis les années 80. Globalement, l'ouverture à des publics exclus du monde de l'art resterait limitée, dans la mesure où les abonnés, généralement dotés d'un statut socio-professionnel élevé, d'un bon niveau d'études, ne diffèrent guère des catégories à pratiques culturelles intenses si ce n'est par leur âge relativement jeune et leur situation de provinciaux.

Par ailleurs, le choix du multiple a pu être incriminé dans la mesure où l'estampe n'est pas un support nécessairement représentatif de toute la production contemporaine, ni très prisé du public français pour lequel la notion d'œuvre d'art est souvent associée à celle d'unicité. Néanmoins, il permet d'acquérir à un coût réduit un fonds intéressant et en partie sacrifié puisque le prêt entraîne nécessairement une usure des œuvres. La photographie a elle aussi permis de monter de belles collections avec de faibles moyens dans les années 90. Aujourd'hui les supports pourraient très largement se diversifier : vidéos d'artistes, installations, objets en tout genre ; mais l'explosion du marché de l'art contemporain et le déplacement des centres culturels de l'Europe vers les États-Unis puis l'Asie ne facilitent pas les achats pour ces petites structures. De plus, l'État s'est totalement désengagé des artothèques, laissant aux collectivités le choix de les faire vivre ou non.

Enfin, les différents acteurs impliqués dans les artothèques ont très rapidement perçu la contradiction des missions qui leur avaient été assignées dans la mesure où l'encouragement à la création, relevant d'impératifs spécifiquement culturels, et la démocratisation de la diffusion, supposant une action culturelle spécifique, ne sont pas nécessairement convergents. Tout ceci constitue donc les obstacles auxquels se heurtent les artothèques en France, qui n'en constituent pas moins une expérience pilote, soutenue par des professionnels particulièrement engagés.

| | |
|--------------|--|
| Liens | <p>Bibliographie</p> <p>ASSOCIATION DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE SUR LES ARTOTHÈQUES (ADRA). Les artothèques, des outils novateurs au service de l'art et des publics. Actes du colloque de Caen, 18 et 19 octobre 2000. Caen : Éd. ADRA, 2002. 159 p. ISBN : 2-912446-03-1.</p> <p>ASSOCIATION LIMOUSINE DE COOPÉRATION POUR LE LIVRE (ALCOL). Bibliothèques - lieux d'art contemporain, Quels partenariats ? Université d'été de Vassivière du 30 août au 2 septembre 1999. Dir. Béatrice Pedot. Paris : FFCB ; Limoges : ALCOL, 2001.</p> <p>PICOT, Nicole (dir.). Arts en bibliothèque. Alain Schnapp (préf.). Paris : Ed. du Cercle de la Librairie, 2003.</p> <p>HEINICH, Nathalie. Les artothèques. Étude confiée par le Ministère de la Culture à l'association ADRESSE, novembre 1984-juin 1985.</p> <p>BIASS-FABIANI, Sophie. Les artothèques en France en 1989. Bilan d'une politique de prêt d'art contemporain, enquête de mai à octobre 1989. Rapport non diffusé. Archives départementales E. Fleury.</p> <p>COLL-SEROR, Caroline. Artothèques : le goût des autres. Interrogations sur l'efficacité du prêt d'œuvres d'art contemporain. Mémoire d'étude pour le DESS Direction de Projets Culturels. Xavier Dupuis, (dir.). IEP de Grenoble : Université Pierre-Mendès France, octobre 2001.</p> <p>MEYER, Céline. L'art en bibliothèque publique. 2009, 1 vol. (113 f.) : ill. ; 30 cm, Bibliogr. f. 75-85. Index. Mémoire de conservateur de bibliothèques : ENSSIB. Dir. Gérard Regimbeau. [en ligne] http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/notice-2073</p> <p>Webographie</p> <p>Site français de l'ADRA qui présente et anime le réseau français : http://www.artotheques-adra.com/</p> <p>Site canadien de l'artothèque de Montréal qui propose notamment un recensement des artothèques dans le monde : http://www.artotheque.ca/</p> |
|--------------|--|

Fiche réalisée par : Christelle Petit
Créée le : 15 septembre 2009